

Partenariats Publics
Prévention du VIH, la tuberculose
et le paludisme à travers les NTIC
du 19 au 20 Novembre 2018



RAPPORT D'ACTIVITES

Novembre 2018



Groupement de la Filière
Bois du Cameroun

Projet de Prévention du
VIH/TUBERCULOSE/PALUDISME auprès
des Autres Populations Vulnérables

Tables des matières

TABLES DES MATIERES	1
SIGLES ET ABREVIATIONS	3
LISTE DES TABLEAUX	4
I. INTRODUCTION	5
I.1. VISION, OBJECTIFS ET AXES D'INTERVENTION DU GFBC.....	5
I.2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	6
I.3. ACTIVITÉS PLANIFIÉES AU MOIS DE NOVEMBRE 2018.....	6
I.4. DÉMARCHE DE MISE EN ŒUVRE	6
II. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU SOUS-PROJET	7
II.1. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS EN DIRECTION DES PRISONS	7
II.1.1. Formation des pairs éducateurs des prisons sur les thématiques du VIH/TB/Paludisme	8
II.1.2. Organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistage de masse dans les prisons	8
II.1.3. Collaboration entre le GFBC et les autres programmes du Fonds Mondial	10
II.1.4. Missions de suivi-supervision des formations des PE et des campagnes de dépistage de masse dans les prisons	11
II.1.5. Réunion mensuelle de suivi des activités du secteur pénitentiaire	12
II.2. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS EN DIRECTION DES CAMPS DES REFUGIÉS	12
II.2.1. Formation des formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés dans le camp de Minawao	13
II.2.2. Formation des pairs éducateurs des réfugiés du camp de Minawao	13
II.2.3 Organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistages de masse dans les camps des réfugiés.....	14
II.2.4. Mission de suivi et de préparation des formations des PE dans les camps de réfugiés	15
II.3. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS EN DIRECTION DES ENTREPRISES	15
II.3.1. Organisation des causeries éducatives couplées aux dépistages de masse en entreprises	16
II.3.3. Distribution des boîtes à images et affiches, pour la sensibilisation et la promotion des dépistages en entreprises	20
II.3.4. PRODUCTION DU MANUEL DU PAIR ÉDUCATEUR ET DES REGISTRES DU PE EN ENTREPRISE.....	20
II.4. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS EN DIRECTION DES STRUCTURES D'ENCADREMENT DES PSH.....	20
III. PRESENTATION DES RESULTATS SUR LES INTERVENTIONS EN FAVEUR DES APV	22
III.1. RÉSULTATS SUR LES INTERVENTIONS EN DIRECTION DES PRISONS	22
III.1.1. Renforcement des capacités des prestataires intervenants dans les Prisons.....	22
III.1.2. Sensibilisations à travers les causeries éducatives dans les prisons	23
III.1.3. Conseils et dépistages de masse dans les prisons	24
III.2. RÉSULTATS SUR LES CONSEILS ET DÉPISTAGES EN DIRECTION DES ENTREPRISES	25
III.3. RÉSULTATS SUR LES INTERVENTIONS EN DIRECTION DES CAMPS DE RÉFUGIÉS.....	27
III.3.1. Causeries éducatives dans les camps de réfugiés	27
III.3.2. Conseils et dépistages de masse dans les camps de réfugiés	28
III.4. RÉSULTATS SUR LES INTERVENTIONS EN DIRECTION DES STRUCTURES D'ENCADREMENT DES PSH.....	30
LES CAUSERIES ÉDUCATIVES COUPLÉES AU DÉPISTAGE DU VIH ONT ÉTÉ PLANIFIÉES ET RÉALISÉES SUR 07 SITES EN NOVEMBRE 2018.	30
III.4.1. Sensibilisation à travers les causeries éducatives et les dépistages de masse en faveur des PSH	30
IV. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE ET SOLUTIONS PRECAUNISEES	31
V. PROCHAINES ETAPES ENVISAGEES.....	33
VI. ANNEXES.....	34

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ALDEPA :	Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré
AON :	Appel d'Offre National ;
ASAD :	Association d'Assistance au Développement
APV :	Autres Populations Vulnérables
CCC :	Communication pour le Changement de Comportement
CDARV :	Dispensation des ARV
CDV :	Conseil et Dépistage Volontaire
CE :	Causerie Educative
CNLS :	Comité National de Lutte Contre le Sida
COMIFAC :	Commission des Forêts de l'Afrique Centrale
DDAS :	Délégué Départemental des Affaire Sociale
FOSA :	Formation Sanitaire
FMSTP :	Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme
FRPS :	Fonds Régional de Promotion de la Santé
GFBC :	Groupement de la Filière Bois du Cameroun
GIZ :	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Coopération Technique Allemande)
GTC:	Groupe Technique Central
GTR :	Groupe Technique Régional
JMS :	Journée Mondiale de lutte contre le Sida
MINAS :	Ministère des Affaires Sociales
MINJUSTICE :	Ministère de la Justice
MINPOSTEL :	Ministère des Postes et des Télécommunication
MINSANTE :	Ministère de la Santé Publique
MINTSS :	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
NFM :	New Funding Model
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PC :	Prison Centrale
PE :	Pair Educateur
PEC :	Prise en Charge
PF :	Point Focal
PFC :	Point Focal Central
PFR :	Point Focal Régional
PMLS :	Programme Multisectoriel de Lutte contre le Sida
PNLP :	Programme National de Lutte contre le Paludisme
PNLT :	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
PP :	Prison Principal
PPECF :	Programme de Promotion de l'Exploitation Certifiée des Forêts
PPP :	Partenariat Public-Privé
PSH :	Personne en Situation de Handicap
PS :	Personnel Soignant
SIM :	Société Industrielle de Mbang
SMS :	Short Message Service
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TB :	Tuberculose
UCP :	Unité de Coordination du Projet
UM :	Unité Mobile
UMD :	Unité Mobile de Dépistage
UPEC :	Dispensation des ARV
VIH :	Virus de l'Immunodéficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Planning des campagnes de dépistage de masse et des causeries éducatives dans les prisons en novembre 2018	9
Tableau 2 : Planning des campagnes de dépistage de masse dans les structures d'encadrement des Personnes en Situation de Handicap	22
Tableau 3 : Répartition des personnes sensibilisées dans les prisons au cours du mois de novembre 2018	23
Tableau 4 : Répartition des personnes dépistées dans les prisons en novembre.....	24
Tableau 5 : Répartition des personnes dépistées et liens entre dépistage et prise en charge.....	25
Tableau 6 : Réfugiés des camps sensibilisés à travers les causeries éducatives par sexe selon le camp de réfugié et la région.....	27
Tableau 7 : Répartition des personnes dépistées dans les camps par sexe selon la région et le camp.....	29
Tableau 8 : Répartition des réfugiés dépistés au VIH par groupe d'âge selon la région et le camp de réfugiés.....	30
Tableau 9 : Répartition des PSH dépistées par sexe selon le Centre Social	30
Tableau 10 : Récapitulatif des principales difficultés et solutions proposées.....	31

I. INTRODUCTION

I.1. Vision, objectifs et axes d'intervention du GFBC

Le Groupement de la Filière Bois du Cameroun (GFBC) est une organisation patronale sectorielle de la filière bois au Cameroun. Cette association patronale créée en 1999 regroupe près d'une vingtaine d'entreprises et Groupes d'exploitation et de transformation du bois. Les entreprises membres du GFBC représentent 75 % du chiffre d'affaires du secteur forestier d'exploitation et de transformation du bois au Cameroun.

Depuis 2007, le GFBC est engagé dans la lutte contre le VIH au sein de ses concessions forestières à travers son Programme de promotion de la santé. Ce Programme Santé a pour objectif d'accompagner les entreprises dans la prévention contre les maladies et dans toutes les préoccupations de santé et de sécurité au travail.

De 2007 à 2013, le GFBC a mené des activités de lutte contre le VIH dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) avec la GIZ et l'ONG « Partenaire contre le Sida ». Dès 2014, le Programme santé du GFBC a poursuivi ses activités avec l'appui du Programme de Promotion de l'Exploitation Certifiée des Forêts (PPECF / COMIFAC).

C'est fort de cette expérience et des résultats produits, que le GFBC a été sélectionné successivement en 2016 et en 2018, comme Sous-Bénéficiaire du MINSANTE/CNLS, dans le cadre du nouveau mécanisme de financement (NFM) du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FMSTP), pour des interventions au cours des périodes successives 2016/2017 et 2018/2020. Les principales cibles desdites interventions concernent (i) les travailleurs des pôles économiques et leurs familles, (ii) les réfugiés des camps, (iii) les détenus des prisons et (iv) les personnes en situation de handicap regroupées au sein de leurs structures d'encadrement.

Dans le cadre du protocole d'accord qui lie GFBC au MINSANTE/CNLS concernant le sous-projet de prévention du VIH/TB/paludisme chez les autres populations vulnérables, le GFBC est tenu de rédiger et de mettre à disposition, chaque mois, son rapport mensuel d'activités qui constitue le livrable contractuel à produire et à transmettre, au GTC/CNLS qui assure le secrétariat permanent du Principal Bénéficiaire.

Le présent rapport fait le point des activités menées dans le cadre des interventions du sous-projet "Prévention du VIH/TB/Paludisme chez les autres populations vulnérables" au cours du mois novembre 2018. Ce rapport est aussi assorti des prochaines étapes pour décembre 2018.

I.2. Contexte et justification

Le contexte qui a marqué l'exécution des activités au mois novembre 2018 a été dominé par l'organisation des campagnes de dépistage de masse couplées aux causeries éducatives dans la plupart des sites ciblés par le sous-projet. Ces campagnes se sont déroulées dans la mouvance des activités de la *3^{ème} édition du mois camerounais du sida*, consacré habituellement au mois de novembre 2018 et culminant le 1er décembre 2018, avec la 31^{ème} Journée Mondiale de lutte contre le Sida (JMS), édition de 2018, dont le thème central est « **Connaître son statut sérologique** ».

A côté des dépistages de masse, il y a eu le lancement de la première rencontre de plaidoyers auprès des opérateurs du secteur des télécommunications en vue du développement des conventions PPP avec le MINSANTE, sur l'implémentation des stratégies innovantes de recours aux TIC en faveur de la prévention du VIH/TB/Paludisme.

I.3. Activités planifiées au mois de novembre 2018

A titre de rappel, les principales activités planifiées au mois de novembre 2018 sont les suivantes :

1. Former/recycler les formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés
2. Former/recycler les pairs éducateurs des réfugiés sur la prévention du VIH et les techniques de communication (notamment par l'usage des langues locales) des réfugiés ;
3. Organiser des séances de causerie éducatives et des campagnes de dépistage en collaboration avec les UMD dans les centres de regroupement des personnes vivant avec le handicap ciblés. 1450 personnes touchées.
4. Effectuer des missions de supervision semestrielles de suivi des activités de lutte contre le VIH en direction des autres populations vulnérables (prisons, réfugiés). 10 superviseurs pendant 06 jours ;
5. Tenir 3 rencontres de plaidoyer (1 jour ; 20 personnes) à Douala à l'attention du secteur de la télécommunication pour le développement des conventions de PPP sur des stratégies innovantes de communication en faveur de TB/VIH/Palu ciblées sur les TIC (SMS, internet, réseaux sociaux) pour les services de prévention (CCC) et de PEC (suivi des patients, des perdus de vue, etc.) ;
6. Produire 13200 affiches et 500 boîtes à images.

I.4. Démarche de mise en œuvre

La stratégie adoptée dans le cadre du sous-projet a permis d'identifier les activités les mieux à même de contribuer à l'atteinte des objectifs visés. Le dispositif de suivi et évaluation continue mis en place dans le sous-projet permet d'observer et d'apprécier le déroulement de la mise en œuvre des activités planifiées. La préoccupation majeure par rapport à la mise en œuvre du sous-projet de prévention du VIH/TB/Paludisme chez les autres populations vulnérables est de veiller à

ce que les activités prévues au bénéfice des populations cibles, se déroulent normalement, et que les niveaux de couverture des services en matière d'accès aux causeries éducatives sur la prévention du VIH/TB/Paludisme et aux services de dépistage du VIH/TB en faveur des groupes cibles du sous-projet soient satisfaisants, au regard du cadre contractuel de performance.

Pour mettre en œuvre ses activités du mois de novembre 2018, l'UCP a collaboré étroitement avec les GTR/CNLS, pour la mise à disposition des intrants de dépistage et des UMD des GTR/CNLS, au bénéfice des structures d'encadrement des PSH et de certaines entreprises. De plus, l'UCP a mis à profit l'appartenance territoriale des camps de réfugiés aux Districts de Santé à proximité, pour renforcer la collaboration de travail avec les districts de santé et faire réaliser les campagnes de dépistage de masse du VIH dans les camps de réfugiés, en recourant au personnel soignant des formations sanitaires (FOSA) des Districts de Santé situées à proximité.

De façon générale, la forte demande pour les dépistages de masse a provoqué une difficulté des UMD des GTR/CNLS à se déployer sur plusieurs sites (particulièrement ceux hors des chefs-lieux des régions), avec une acuité marquée lors du mois camerounais du sida. En réponse à cette difficulté, L'UCP a fait prévaloir la nécessité de recourir aux services de santé de proximité (FOSA des districts, FOSA des prisons, FOSA des entreprises) pour offrir aux populations cibles, les services de conseils-dépistages.

II. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU SOUS-PROJET

Les activités réalisées au mois de novembre 2018 ont ciblé les prisons, les camps de réfugiés, les entreprises et les structures d'encadrement des personnes en situation de handicap.

II.1. Niveau de mise en œuvre des activités en direction des prisons

Au cours du mois de novembre 2018, les activités de l'UCP en direction du secteur pénitentiaire se sont focalisées sur la poursuite de la formation/recyclage des PE dans les 44 prisons ciblées à hauts effectifs des 10 régions et l'organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistage de masse dans les prisons.

Dans le cadre de la collaboration avec les autres programmes notamment le PNLT, le GFBC a été invité à intervenir au cours de l'atelier organisé par le GTC/PNLT à l'attention des points focaux et des points focaux régionaux des prisons.

Des missions de suivi-supervision des campagnes de dépistage de masse ont été effectuées au sein des prisons ciblées des régions de l'Adamaoua, de l'Est, du Nord et de l'Extrême-Nord.

II.1.1. Formation des pairs éducateurs des prisons sur les thématiques du VIH/TB/Paludisme

Les activités de formation des pairs éducateurs de prisons ont débuté en octobre 2018. Le taux de réalisation des formations des PE de prison était de 97,6% représentant ainsi en valeur absolue 40 prisons ayant bénéficié des formations sur les 41 prisons planifiées.

L'objectif de l'activité était de doter les prisons d'un ensemble de pairs éducateurs détenus et personnel d'encadrement, formés en matière de communication sur la prévention du VIH/TB/paludisme, capables d'éduquer, de sensibiliser et d'encourager leurs pairs à connaître leur statut sérologique à VIH et à adopter des comportements à moindre risque, à l'effet de la réduction des nouvelles infections à VIH/TB au sein de la population carcérale.

L'objectif programmatique quant à lui, visait à assurer le déroulement effectif desdites formations auprès des 44 prisons disposant des points focaux formés en matière de communication sur la prévention du VIH/TB/paludisme.

Au mois de novembre 2018, une seule prison (PP Ngoumou) sur les quatre (04) restantes a organisé la formation des PE. Cette formation s'est tenue le 07/11/2018. A date, 03 prisons n'ont toujours pas bénéficié de la formation des PE. Il s'agit des prisons de Nanga-Eboko, Nkongsamba et Mamfé.

Dans l'optique de finaliser l'exécution de cette activité, l'UCP a adressé des courriels de relance aux points focaux régionaux du Centre, du Littoral et du Sud-Ouest pour solliciter de leur part la désignation des PF devant assurer la formation dans lesdites prisons. La date butoire fixée à fin décembre 2018 leur a été communiquée pour la réalisation effective desdites sessions de formation.

Concernant particulièrement la PP Mamfé, le contexte sécuritaire actuel dans la région du Sud-Ouest ne favorise pas la tenue de cette session de formation des PE.

II.1.2. Organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistage de masse dans les prisons

L'une des stratégies adoptées par l'UCP dès le mois d'octobre 2018 a été de coupler les CE aux campagnes de dépistage de masse, afin de garantir une plus grande sensibilisation des cibles et de maximiser le taux des personnes dépistées au VIH.

Pour poursuivre l'exécution de cette activité au mois de novembre, les étapes suivantes ont été franchies :

- Sollicitation et confirmation auprès des PFR et des PF des prisons des dates de dépistage de masse par région ;

- Confirmation auprès des PFR et PF des prisons, de la disponibilité des tests de dépistage du VIH dans les prisons ;
- Consolidation des plannings de dépistage ;
- Transfert des fonds par le comptable de l'UCP vers les points focaux des prisons ;
- Suivi de la remontée des données et des pièces comptables.

Le tableau 1 ci-après récapitule les plannings des dépistages de masse et causeries éducatives réalisées dans les prisons au cours du mois de novembre 2018

Tableau 1 : Planning des campagnes de dépistage de masse et des causeries éducatives dans les prisons en novembre 2018

Région	Prisons ciblées	Effectifs des détenus des prisons	Nombre de personnes à tester au 31 décembre 2018 (CIBLE)	Date de CE couplées aux dépistages de masse du VIH	Date de réalisation du dépistage de masse
Adamaoua Est Extrême-Nord Littoral Nord Ouest	PC Ngaoundéré	1491	1255	Du 19 au 21/11/2018	19-22/11/2018
	PC Bertoua	787	663	01-03/11/2018	01-03/11/2018
	PC Maroua	1773	1493	Du 12 au 16/11/2018	19-23/11/2018
	PP Kaélé	270	227	Du 08 au 10/11/2018	08-09/11/2018
	PP Kousseri	256	216	Du 08 au 10/11/2018	08-09/11/2018
	PP Mokolo	604	509	Du 13 au 17/11/2018	16-17/11/2018
	PP Mora	223	188	Du 08 au 10/11/2018	08-09/11/2018
	PP Yagoua	489	412	Du 13 au 17/11/2018	16-17/11/2018
	PC Douala	3179	2677	Du 13 au 16/11/2018	14-16/11/2018
	PP Edéa	408	344	Du 12 au 16/11/2018	12/11/2018
	PC Garoua	1991	1676	5-9/11/2018	23-25/11/2018
	PP Guider	458	386	19-23/11/2018	10-11/11/2018
	PP Dschang	302	254	14-15/11/2018	14-15/11/2018

Pour le mois de novembre 2018, 13 prisons (PC Ngaoundéré, PC Bertoua, PC Maroua, PP Kaélé, PP Kousseri, PP Mokolo, PP Mora, PP Yagoua, PC Douala, PP Edéa, PC Garoua, PP Guider, PP Dschang) ont confirmé la disponibilité des tests en leur sein et ont à cet effet, reçu des avances de fonds pour la réalisation des campagnes de dépistage de masse sur leurs sites.

Chaque Point Focal de prisons ayant organisé la campagne de dépistage avait pour obligation de transmettre au terme des dépistages les documents justificatifs ci-après :

- La fiche de synthèse mensuelle des causeries éducatives du PF dûment remplie ;
- Les fiches de collecte des données de dépistages du VIH/TB dûment remplies ;
- La fiche de synthèse mensuelle des dépistages du VIH/TB ;
- Les pièces justificatives des dépenses engagées, selon le modèle requis mis à disposition par le Comptable de l'UCP.

II.1.3. Collaboration entre le GFBC et les autres programmes du Fonds Mondial

Dans l'optique de renforcer les capacités du personnel soignant et de sensibiliser le personnel administratif des prisons sur les activités TB/VIH pour une meilleure prise en charge des détenus des 77 prisons, le GTC/PNLT a organisé un atelier de formation/recyclage des personnels soignants et administratifs des prisons du 14 au 16 Novembre 2018 à Mfou. Les participants à l'atelier étaient les points focaux de prison, les points focaux régionaux de sept (07) régions méridionales et le PFC/MINJUSTICE. Cet atelier avait pour objectif général d'assurer une bonne prise en charge de la co-infection TB/VIH en milieu carcéral.



Photo N° 1 : Atelier PNLT avec les prestataires de santé des prisons à MFOU

L'intervention du GFBC a permis d'éclairer davantage les participants sur :

- la nécessité de disposer à temps les rapports mensuels des PFR et les pièces justificatives des activités menées aux seins des prisons ;
- les différents rapports attendus du PF, du PFR et du PFC/MINJUSTICE ;

- le circuit de remontée des données de la cible prison ;
- la compréhension des outils de collecte de données de causeries éducatives et de dépistage du VIH et de la TB.

L'UCP a pu au terme des travaux, collecter les rapports mensuels des mois de septembre et octobre des 10 PFR de prisons.

II.1.4. Missions de suivi-supervision des formations des PE et des campagnes de dépistage de masse dans les prisons

Au cours du mois de novembre 2018, l'UCP a conduit des missions de suivi-supervision des campagnes de dépistages couplées aux causeries éducatives respectivement dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-Nord et du Nord.

Ces missions ont été principalement menées du :

- 14 au 19/11/2018 à la prison centrale de Bertoua et dans le camp de réfugiés de Gado Badjere;
- 20 au 25/11/2018 à la prison centrale de Ngaoundéré et dans les camps de réfugiés de Ngam et de Borgop ;
- 21 au 26/11/2018 à la prison centrale de Maroua, à la prison principale de Mokolo et au district de santé de Mokolo;
- 21 au 26/11/2018 à la prison centrale de Garoua et la prison principale de Guider.

Dans l'ensemble, ces missions avaient pour objectifs de : (i) s'assurer de l'effectivité de la tenue des campagnes de dépistage ; (ii) capter les bonnes pratiques développées lors de la mise en œuvre des activités de dépistage ; (iii) collecter les données, les pièces justificatives et les rapports d'activités des campagnes déjà réalisées ; (iv) recueillir les difficultés rencontrées et prendre des mesures correctives en vue d'améliorer la mise en œuvre des prochaines campagnes de masses. Pour les prisons de Bertoua et Guider, il s'agissait des missions de supervision post campagne de dépistage de masse.

Ces missions ont ainsi permis de :

- orienter les points focaux dans l'utilisation des supports mis à la disposition pour justifier la dépense et améliorer la célérité et la collecte des données de qualité des données du sous-projet ;
- vérifier la qualité des pièces justificatives produites par les points focaux ;
- réaliser le plaidoyer auprès des Coordonnateurs des GTR/CNLS des régions visitées pour la mise à disposition des tests de dépistage aux prisons n'ayant pas encore organisé des dépistages.
- Renforcer la collaboration entre le projet APV et les médecins de district des zones d'intervention du projet pour la mise en œuvre conjointe des interventions en direction des cibles du projet

- Renforcer la communication et la collaboration entre les districts de santé et les formations sanitaires des sites d'intervention du projet.

II.1.5. Réunion mensuelle de suivi des activités du secteur pénitentiaire

Dans le cadre du suivi des activités dans les prisons pour le mois de novembre, la réunion mensuelle de suivi et de planification des activités a eu lieu avec le Point Focal Central du MINJUSTICE le mardi 27 novembre 2018 au siège du GFBC.

Cette séance de travail avait pour objectif d'évaluer le niveau de mise en œuvre des activités du mois de novembre, de définir des stratégies pour accélérer la remontée à temps des rapports et des pièces justificatives des activités réalisées dans les prisons et de planifier les activités du mois de décembre 2018.

Cette réunion a permis de clarifier :

- les incompréhensions observées dans la communication avec les partenaires d'exécution du MINJUSTICE concernant la remontée des données et des pièces comptables à l'UCP ;
- les différences entre les rapports d'activités et les rapports mensuels qui doivent être produit par les PFR et le PFC/MINJUSTICE ;
- les responsabilités entre les PF des prisons et l'UCP dans le circuit de remontée des données.

Les principales conclusions formulées au cours de cette réunion ont été les suivantes :

- Les 10 PFR doivent archiver leurs rapports mensuel et transmettre les originaux à l'UCP, avec copie au Point Focal Central aux fins de synthèse nationale ;
- l'UCP doit mettre à la disposition du PFC/MINJUSTICE tous les copies physiques des fiches et canevas de rapportage élaborés ;
- Pour toutes les activités réalisées au sein des prisons, les originaux des pièces comptables et le rapport d'activité doivent être systématiquement envoyés à l'UCP ;
- Les rapports mensuels des PFR et PFC/MINJUSTICE doivent être une synthèse de toutes les activités de promotion de la santé réalisées en prison et non se limiter uniquement aux trois pathologies VIH, TB et Paludisme.

II.2. Niveau de mise en œuvre des activités en direction des camps des réfugiés

Les activités mises en œuvre en direction des camps de réfugiés au cours de la période concernent principalement (i) la formation des formateurs des Pairs Educateurs au service des réfugiés, (ii) la formation des Pairs Educateurs des réfugiés, toutes deux à Minawao dans la région de l'Extrême-Nord, (iii) l'organisation des causeries sur la prévention du VIH, de la Tuberculose et du Paludisme, couplées aux dépistages de masse dans l'ensemble des 09 camps.

II.2.1. Formation des formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés dans le camp de Minawao

L'objectif visé par la formation des formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés était de disposer des formateurs des pairs éducateurs (encadreurs et animateurs sensibilisateurs en langues locales, points focaux des camps de réfugiés) capables d'assurer la formation des leaders religieux et communautaires comme pairs éducateurs en langues locales, sur la prévention du VIH, de la tuberculose et du Paludisme, au sein des camps de réfugiés.

L'activité de formation des formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés (Code 70) a été organisée au cours de la période du 05 au 07 novembre 2018 au pôle de Mokolo (Maroua) pour les participants du camp des réfugiés de Minawao de la région de l'Extrême-Nord.

Elle a regroupé 06 points focaux du camp de Minawao et était animée par les facilitateurs identifiés par l'ONG ALDEPA, sous la supervision du Coordonnateur du GTR/Extrême-Nord, du Chef de District de Santé de Minawao et du Responsable Suivi-Evaluation du sous-projet.

Les participants à la formation ont été sélectionnés sur la base de leurs compétences à parler et à véhiculer des messages au moins dans deux langues locales des réfugiés. Après cette étape, des ressources (Kit de formation et frais des sessions) ont été mises à la disposition de l'organisateur (ONG ALDEPA) pour sa réalisation.

La méthodologie adoptée pour cette formation était axée sur l'interaction et la participation active. Les sessions se sont déroulées sous forme de séances d'exposés et de partage d'expériences. La méthode participative, tant dans les exposés que dans les exercices pratiques, a été privilégiée. Au total, 06 participants ont été formés comme formateurs des PE. La formation a eu lieu à Mokolo, à la salle de réunion du District de Mokolo.

II.2.2. Formation des pairs éducateurs des réfugiés du camp de Minawao

L'objectif poursuivi était de doter le camp de réfugiés d'un ensemble de pairs éducateurs formés en communication sur la prévention du VIH/TB/paludisme et capables d'éduquer, de sensibiliser et d'encourager leurs pairs (réfugiés) à connaître leur statut sérologique à VIH et à adopter des comportements à moindre risque, à l'effet de la réduction des nouvelles infections du VIH/TB/paludisme au sein du camp où ils vivent.

En vue de l'organisation de cette formation, les points focaux du camp, sous la supervision du chargé de projet rattaché à l'ONG ALDEPA, ont procédé à l'identification et à l'établissement des listes des PE devant être formés dans le camp, sur la base des critères de genre et de représentativité socioculturelle. Les participants identifiés pour y prendre part étaient constitués des leaders communautaires, religieux, des responsables des associations communautaires dans les camps de réfugiés.

L'activité de formation des pairs éducateurs des réfugiés (Code 71) dans le camp des réfugiés de Minawao s'est déroulée du 08 au 09 novembre 2018 et a vu l'implication de deux facilitateurs issus du District de Santé de Mokolo mis à disposition par le Médecin Chef dudit District.

Les techniques d'animation participatives étaient utilisées pour faire référence au vécu quotidien des participants et de les placer au cœur de l'action. Elles combinaient : des jeux de rôle, des démonstrations, des simulations, des travaux de groupe et des restitutions en plénière. Au total, 20 PE ont été formés pendant 2 jours au sein du Camp.

II.2.3 Organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistages de masse dans les camps des réfugiés

La programmation et le déclenchement des campagnes de dépistage de masse au sein des 09 camps des régions de l'Est, de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord ont été conditionnés par l'approvisionnement en kits de tests VIH en nombre suffisant du Fonds Régional de Promotion de la Santé (FRPS) des trois régions, pour satisfaire aux besoins de tests exprimés pour les campagnes de dépistage de masse susmentionnées. Au total, 04 camps de réfugiés ont organisé des campagnes des dépistages en novembre dans les sites de Minawao, Gado Badzere, Borgop et Garisingo.

A l'Est et à l'Adamaoua, la démarche qui a conduit à la réalisation des campagnes de dépistage de masse a connu une succession d'étapes dont les principales ont été les suivantes :

- (a) La planification des dépistages avec les PF des camps ciblés ;
- (b) La transmission des dates de dépistages aux chefs de centre de santé intégré à proximité des camps ;
- (c) L'identification des PS et APS impliqués dans les opérations de dépistage de masse ;
- (d) La fixation de la période effective des dépistages avec les PS identifiés ;
- (e) L'information des autres partenaires concernés (GTR, PLAN, IMC, PREMIERE URGENCE) ;
- (f) La préparation des sites par les PF et la mobilisation sociale des réfugiés par les PE des sites.

A l'Extrême Nord, la démarche qui a conduit à la réalisation de la campagne de dépistage de masse a connu une succession d'étapes dont les principales ont été les suivantes :

- (a) La fixation de la date de démarrage de la campagne après assurance par le GTR de la disponibilité des tests au niveau du FRPS ;
- (b) La requête de l'UCP auprès du médecin chef du DS de Mokolo, pour la mobilisation de son personnel médical, pour conduire les opérations des dépistages de masse à Minawao,

- compte tenu de l'incapacité de l'UMD du GTR EN à se déployer sur plusieurs jours de dépistage de masse sur le site de Minawao, pendant le mois camerounais du sida ;
- (c) L'accord du médecin chef du DS de Mokolo de mettre à disposition 03 équipes de prestataires de santé ;
 - (d) La validation par le coordonnateur du GTR-EN du bon de commande du médecin chef du DS de Mokolo pour l'acquisition des tests et consommables de dépistage du VIH ;
 - (e) La tenue d'une séance de travail à Mokolo dans le bureau du médecin chef du DS de Mokolo en présence de la chargée de projet de ALDEPA et des équipes de prestataires de santé qui ont été identifiés, à l'effet de mieux coordonner les actions sur le terrain ;
 - (f) L'organisation logistique de la campagne sur le site de Minawao par la Chargée de Projet rattachée à l'ONG ALDEPA ;
 - (g) La mobilisation des PE et des points focaux du camp par la Chargée de Projet, pour la préparation des dépistages, l'organisation de la mobilisation sociale et enfin les sensibilisations à travers les CE, avant les conseils-dépistage.

II.2.4. Mission de suivi et de préparation des formations des PE dans les camps de réfugiés

En novembre une mission de supervision de l'UCP a été conduite par le coordonnateur du sous-projet dans les camps de réfugiés de Gado Badjere (région de l'Est) et de Borgop (Région de l'Adamaoua). Cette mission avait pour objectif de suivre l'exécution des formations dans les deux camps et de planifier l'organisation des campagnes de dépistage avec les responsables des DS abritant ces camps de réfugiés.

Dans le cadre de la préparation des activités de formation des PE en faveur du camp de Minawao, l'UCP a mobilisé un personnel pour assurer le suivi et l'accompagnement à la facilitation desdites formations. Cette mission s'est déroulée du 4 au 10 novembre 2018 dans la région de l'Extrême-Nord et les localités visitées, outre Maroua où se trouvent le siège de l'ONG ALDEPA et les bureaux du GTR-EN, ont été celles où se sont déroulées les sessions de formation respectivement à Mokolo (5-7/11/18) et à Minawao (8-9/11/18)

Cette mission a permis à l'UCP, à travers son personnel sur le terrain, de surveiller in situ tout le déroulement du processus des différentes sessions de formation et d'assurer en temps réel la remontée des documents justificatifs comptables et les rapports desdites sessions de formation

II.3. Niveau de mise en œuvre des activités en direction des entreprises

Trois activités majeures ont été réalisées en direction des entreprises au cours du mois de novembre 2018, il s'agissait (i) de la poursuite des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistage de masse, (ii) la tenue de l'atelier de plaidoyer à l'attention du secteur des télécommunications et (iii) la distribution du matériel de sensibilisation aux entreprises (affiches

et boîtes à images). À côté de ces trois activités, l'équipe du sous-projet a procédé à la poursuite du processus devant aboutir à la production des registres et des manuels des PE des entreprises.

II.3.1. Organisation des causeries éducatives couplées aux dépistages de masse en entreprises

La réalisation des campagnes de causeries éducatives couplées aux dépistages de masse (code 238 & 239) en faveur des travailleurs, leurs familles et des populations riveraines s'est intensifiée au cours du mois de novembre 2018.

– Préparation des causeries éducatives couplées au dépistage de masse du VIH en entreprise

On distingue 03 groupes d'entreprises :

- Le groupe 1 comptant les entreprises ayant en leur sein des formations sanitaires bien organisées, UPEC ou Centre de Dispensation des ARV (CDARV) ; ces entreprises organisent de manière routinière les dépistages de leurs travailleurs ainsi que les campagnes de masse. Il s'agit de : ALUCAM, CAMRAIL, CDC, CIMENCAM, CNPS, CHOCOCAM, HEVECAM, PAK, PHP, SAFACAM, SEFAC, SOCAPALM, SONARA, SOSUCAM.
- Le groupe 2 comprenant les entreprises ayant en leur sein des formations sanitaires (UPEC ou CDRAV) mais qui ont sollicité l'appui des GTR/CNLS, soit pour la mise à disposition des UM, soit pour la mise à disposition des intrants. Il s'agit de : ADC, ALPICAM, CFC, EDC, GRUMCAM, GPAC, GUINNESS, HYSACAM, PAD, PALLISCO, PMUC, SCIEB, SEBC, SEFECCAM, SIM, SEEF.
- Le groupe 3 comprenant les entreprises n'ayant pas de FOSA, qui ont sollicité l'appui des GTR/CNLS. Il s'agit de CUF, RAZEL, CFK, TGS, VICWOOD.

Les entreprises du groupe 1 ont planifié et organisé leurs activités de manière totalement autonome, soit parce que le circuit d'approvisionnement en intrants est totalement externalisé et se fait en dehors du circuit du MINSANTE ; c'est le cas des entreprises PHP, SOCAPALM, CIMENCAM, PAD, ALUCAM qui achètent leurs intrants. Soit parce que l'organisation interne de ces entreprises est bien organisée et les dépistages du VIH se réalisent de manière routinière ; c'est le cas des entreprises CAMRAIL, CDC, CNPS, HEVECAM, PAK, SAFACAM, SEFAC, SONARA, SOSUCAM ;

La planification des activités au sein des entreprises du groupe 2 et du groupe 3 s'est organisée de différentes manières selon les entreprises. Au sortir de l'atelier de lancement des activités, certains points focaux des entreprises ont immédiatement rédigé leurs demandes adressées aux coordonnateurs des GTR/CNLS pour la mise à disposition soit des intrants, soit des UM. Une copie des décharges de ces demandes a été transmise à l'UCP pour un suivi parallèle.

Pour les autres entreprises, il a fallu de nombreux appels entre les membres de l'UCP et les points focaux pour leur indiquer les procédures de mise à disposition des intrants ou des UM et suivre avec eux le processus.

Lorsque les demandes étaient enregistrées auprès des GTR/CNLS avec les décharges à l'appui, l'UCP a réalisé un suivi de proximité avec les points focaux des UM de chaque GTR/CNLS dans les régions. Ce suivi s'est réalisé la veille des campagnes (pour se rassurer du maintien de la planification), le jour de la campagne (pour se rassurer de la présence des équipes des GTR sur place) et après la campagne pour la collecte des données de dépistage (soit auprès des points focaux des UM, soit auprès des équipes Suivi-Evaluation des GTR/CNLS).

Certaines entreprises n'ont pas planifié d'activités pour diverses raisons :

- (a) fermeture en raison de la situation sécuritaire dans les régions du NO/SO (il s'agit par exemple de CAFECO et PAMOL) ;
- (b) réalisation des activités de manière saisonnière chez PANAGIOTIS MARELIS ;
- (c) non reprise des activités du fait du changement de direction pour la SFID ;
- (d) interruption des activités pour raison de fermeture pour SCIEB.

Les activités avec les nouvelles entreprises enrôlées au cours de la phase 2 sont en cours de planification.

– **Déroulement des causeries éducatives et des dépistages de masse du VIH en entreprise**

L'équipe de l'UCP a accompagné certains points focaux dans la réalisation des causeries éducatives. C'est ainsi que deux séances de travail ont été réalisées au siège du GFBC, l'une avec des PE de RAZEL, et l'autre avec le point focal de PMUC. Au cours de ces séances de travail, les éléments clés de la causerie éducative sur le dépistage du VIH leur ont été transmis (étant donné qu'il n'y a pas encore eu de formation des PE), ainsi que les fiches de collecte de la causerie éducative et les principes de l'utilisation de ces fiches.

Concernant l'entreprise ADC, un membre de l'équipe de coordination s'est rendu sur le site (Nsimalen) la veille de la campagne de dépistage du VIH pour réaliser les causeries éducatives avec les travailleurs de ADC.

Pour les autres entreprises, les fiches de causeries éducatives ont été envoyées par email et leur utilisation a été expliquée par téléphone au point focal, en attendant la réalisation des formations des PE au cours du premier trimestre de 2019.

S'agissant des campagnes de dépistage, toutes les entreprises ont réalisé leurs campagnes de dépistage du VIH selon leur planification et ont rendu compte à l'UCP des résultats obtenus.

II.3.2- Organisation de l'atelier de plaidoyer avec les opérateurs du secteur des télécommunications

Il est prévu, dans le paquet d'activités du sous-projet, d'organiser trois rencontres de plaidoyer à l'attention des opérateurs du secteur des télécommunications, en vue du développement des

conventions PPP sur les stratégies innovantes de communication sur la prévention du VIH/TB/Paludisme.

Cet atelier de plaidoyer avait pour objectif global de mobiliser et de sensibiliser les acteurs du secteur des télécommunications et de la santé publique pour le développement des conventions de partenariat public privé (PPP) sur les stratégies innovantes de communication en faveur de la prévention du VIH/TB/Paludisme ciblées sur les TIC.

La démarche qui a permis de mettre en œuvre cet atelier a consisté en une succession d'étapes : (a) la mise au point de la fiche technique de l'activité et de l'agenda de l'atelier ; (b) le partage de la fiche technique et de l'agenda, avec le GTC/CNLS, pour avis ; (c) l'identification du facilitateur de la rencontre et la tenue d'une réunion de cadrage avec ledit facilitateur et l'équipe de l'UCP ; (d) la préparation des contenus devant meubler le déroulement de l'atelier ; (e) la transmission des lettres d'invitation aux entreprises privées et parapubliques du secteur des TIC ; aux Administrations Publiques (MINSANTE ; MINPOSTEL ; MINTSS) et aux Programmes de Santé Publique (PNLP ; PMLS ; PNLT) ; (f) le suivi des correspondances adressées aux participants pour la confirmation de leurs présences effectives à l'atelier ; (g) le déroulement proprement dit de l'atelier et la production du compte-rendu.

Cet atelier de plaidoyer s'est déroulé à Yaoundé, le 20 novembre 2018, sous la Présidence du Représentant du Ministère de la Santé Publique (MINSANTE). Y ont pris part :

- les Représentants du Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS); et du Ministre des Postes et Télécommunications ;(MINPOSTEL) ;
- les Représentants des Secrétaires Permanents des Programmes Nationaux de Lutte contre le VIH, le Paludisme et la Tuberculose ;
- les Représentants des Directeurs Généraux des Grandes entreprises publiques et parapubliques de communication et Télécommunication: CRTV, CAMTEL, ART.
- les Représentants des Directeurs Généraux des Groupes privés de MEDIA : l'ANECDOTE, Radio SIANTOU.
- Les Responsables d'entreprise de promotion de PUSH SMS (Short Message System): « Life Is Simple » (LIS) ;
- Les Responsables de Marketing Digital, notamment,
 - l'Association des blogueurs ;
 - Les responsables des structures de développement d'applications informatiques; SELL Out ; Web Market; STREET COM Cameroon ;
- Les Représentants de la Société Civile.

Outre les aspects protocolaires, les principales articulations de la rencontre ont été les suivantes :

- ✓ Présentation de l'objectif global de l'atelier et de la méthodologie de travail

- ✓ Présentation du sous projet prévention du VIH/TB/PALUDISME chez les Autres Populations Vulnérables
- ✓ Présentation de l'expérience d'un participant (Opérateur dans les TIC) ;
- ✓ Partage des bonnes pratiques et benchmarking ;
- ✓ Brainstorming sur les expériences exposées et sur la stratégie de mise en œuvre du Partenariat Public Privé ;
- ✓ Travaux de groupes et restitutions en plénière ;
- ✓ Discussions sur les orientations stratégiques et les approches innovantes de communication sur la prévention du VIH/TB/Paludisme et Recommandations

A la suite du partage d'expériences des autres pays, il ressort de manière générale que pour le Cameroun, il sera nécessaire de contextualiser ces initiatives aux différentes réalités du pays et d'encadrer ces approches de solutions, compte tenu des sujets sensibles abordés.

Au terme des travaux en groupe, une restitution a été faite en plénière par chaque groupe. Les différentes contributions de ces groupes de travail ont été faites en termes de stratégies, de cibles à toucher et des moyens à mobiliser, éventuellement. Toutes ces approches de solutions ont été consolidées pour dégager des orientations stratégiques pour les groupes d'opérateurs.



Photo 4 : Atelier de plaidoyer à Yaoundé, le 20 novembre 2018.

Dans l'ensemble, les organisateurs de l'atelier de plaidoyer ont déploré l'absence, à l'atelier du 20 novembre 2018, des représentants des principaux opérateurs de téléphonie mobile (ORANGE, MTN, NEXTTEL) qui ont été formellement invités et ont pourtant confirmé leurs participations respectives. Il a été recommandé de poursuivre le plaidoyer et d'élargir le cercle de réflexion en rencontrant les responsables des grandes entreprises de téléphonie mobile (ORANGE, MTN, NEXTEL). A terme, le processus devra aboutir à la signature des conventions PPP entre le MINSANTE et les opérateurs du secteur des télécommunications.

II.3.3. Distribution des boîtes à images et affiches, pour la sensibilisation et la promotion des dépistages en entreprises

L'une des activités du paquet de services à offrir aux entreprises est la production de 500 boîtes à images et de 13200 affiches, destinées à la sensibilisation en matière de prévention du VIH/TB/Paludisme et de promotion du dépistage, sur les lieux de travail. Ces boîtes à images et affiches ont été conçues avec l'appui technique des différents programmes (PNLT, PMLS, PNLP). La boîte à images est un support pédagogique utilisé par les pairs éducateurs en entreprise pour animer des séances de causeries éducatives en faveur de leurs pairs. Elle sert d'auxiliaire visuel de communication de proximité et de stimulant pour le changement de comportement.

Les matériels de sensibilisation susmentionnés ont été réceptionnés au GFBC le 26/11/2018, et ont été mis à la disposition des directions générales des entreprises ciblées par le sous-projet. Le plan de distribution, est joint en annexe.

II.3.4. Production du manuel du pair éducateur et des registres du PE en entreprise

La démarche pour la production de ces manuels du PE d'entreprise se fait de manière participative avec les contributions des représentants des 03 programmes (PMLS ; PNLP ; PNLTL) à l'élaboration du document. La procédure de passation du marché pour la production de ce manuel est en cours. Il est prévu de produire et de distribuer 1575 manuels de PE en entreprise.

De même, l'UCP compte produire et distribuer auprès des entreprises et des autres cibles, 3911 registres du pair éducateur. La procédure de passation du marché pour leur production est aussi en cours.

II.4. Niveau de mise en œuvre des activités en direction des structures d'encadrement des PSH

Le mois de novembre 2018 a été consacré à la poursuite des activités de causeries éducatives couplées au dépistage du VIH qui ont été planifiées au sein de 08 structures d'encadrement des PSH.

➤ **Préparation des campagnes de dépistages du VIH au sein des structures d'encadrement des PSH**

Les activités préparatoires ont été réalisées avec les chefs des centres sociaux, sous la supervision du Délégué Départemental des Affaires Sociales (DDAS) du Mfoundi. En effet, les Chefs de Centre Sociaux du MINAS ont en charge l'ensemble des populations vulnérables dans leur arrondissement, dont les PSH. A titre de rappel et pour des contraintes budgétaires, seul un représentant par association d'encadrement des PSH a été ciblé par les formations des PE.

Pour la campagne de dépistage du VIH, le DDAS du département du Mfoundi a recommandé aux chefs de centres sociaux de cibler 100 PSH pour chacune des campagnes de dépistage du VIH. L'UCP a été impliquée dans la préparation de ces campagnes de dépistage à travers des relances aux organisateurs et des descentes sur les sites de dépistages.

La préparation s'est aussi faite avec la collaboration des responsables du GTR/CNLS de la région du Centre (Coordonnateur, point focal UM, membres de l'UM). Il s'agissait à chaque fois de s'assurer de la prise en compte de chaque centre social dans la planification de l'UM. Les plannings de 02 campagnes sur les 08 planifiées ont été modifiés du fait de leur programmation les dimanches.

➤ **Déroulement des campagnes de dépistage du VIH en direction des structures d'encadrement des PSH**

Les campagnes ont été réalisées soit dans les centres sociaux, soit au sein des mairies. Le jour dit, l'UCP s'assurait que l'UM était bien présente sur les lieux de dépistage du VIH. Sur les 08 campagnes planifiées au mois de novembre, 07 ont pu être réalisées, une campagne a été reportée en décembre. Les causeries éducatives ont été réalisées soit par un membre de l'UCP, soit par un membre de l'UM du GTR/CNLS.

Trois principales difficultés ont été rencontrées :

- (1) mener les causeries éducatives face à des PSH présentant des handicaps variés (surtout les handicaps auditifs et visuels) ;
- (2) l'accessibilité des handicapés moteurs soit dans la voiture de l'UM (il fallait escalader des escaliers) soit dans le site de dépistage lui-même et ;
- (3) l'absence sur les fiches d'enregistrement des UM d'une mention permettant d'identifier les PSH qui sont venues se faire dépister.

Tableau 2 : Planning des campagnes de dépistage de masse dans les structures d'encadrement des Personnes en Situation de Handicap

Nom de l'association	Localisation de l'association	Lieu de dépistage	Date du dépistage	Besoins en intrants
ADEPHCAM	Yaoundé 6	Centre Social Etoug Ebé	23/11/2018	100
APASHC		DDAS		
FACDD	Yaoundé 1	Rue CEPER	15/11/2018	35
LINADHEPA	Yaoundé 3	Mairie	05/11/2018	40
YAKAMATA	Yaoundé 2	Centre social de la Briqueterie	02/11/2018	100
HANDICAM	Yaoundé 2	MESSA SIC	07/11/2018	
CJARC	Yaoundé 4	Siège du CJARC	09/11/2018	500



III. PRESENTATION DES RESULTATS SUR LES INTERVENTIONS EN FAVEUR DES APV

III.1. Résultats sur les interventions en direction des prisons

III.1.1. Renforcement des capacités des prestataires intervenants dans les Prisons

Au cours du mois de novembre 2018, seule 01 prison (PP de Ngoumou) sur les 04 restantes (Ngoumou, Nanga-Eboko, Nkongsamba et Mamfé) a pu réaliser la formation des PE. 20 PE (16 détenus et 04 personnels) ont été formés. A ce jour, 81 pairs éducateurs des prisons principales de Nanga-Eboko, Nkongsamba et Mamfé n'ont pas encore été formés en matière de communication sur la prévention du VIH/TB/paludisme.

S'agissant des prisons principales de Nanga-Eboko (région Centre) et de Nkongsamba (région Littoral), la date prévisionnelle des formations des PE des prisons a été convenue avec les PFR de région et est prévue se tenir sur site au courant de la semaine du 17 au 21/12/2018. Au total, 24 PE (Nanga eboko) et 20 PE (Nkongsamba) devront être formés.

III.1.2. Sensibilisations à travers les causeries éducatives dans les prisons

La sensibilisation à travers les causeries éducatives sur le VIH, TB et Paludisme est l'une des activités qui contribue de manière significative à l'amélioration et au changement des comportements des pairs dans leur vie quotidienne en milieu carcéral.

La bonne mise en œuvre de cette activité de routine au sein des prisons contribuera également de façon certaine à l'atteinte de performances attendues du sous-projet au 31 décembre 2018.

Parmi les 44 prisons ciblées par le sous-projet et qui ont été pourvues des points focaux de prisons, 16 prisons ont organisées des causeries éducatives au cours du mois de novembre 2018, soit un taux de complétude de 36,4%.

Ces prisons sont issues de la région de l'Adamaoua (03 prisons), du Centre (02 prisons), de l'Est (01 prison), de l'Extrême-Nord (05 prisons), du Littoral (03 prisons), du Nord-Ouest (01 prison) et de l'Ouest (01 prison).

Le tableau 3 présente les statistiques sur les personnes sensibilisées à travers les causeries éducatives dans les prisons au cours du mois de novembre 2018.

Tableau 3 : Répartition des personnes sensibilisées dans les prisons au cours du mois de novembre 2018

Région	Prisons ciblées	Effectifs actualisés des détenus des prisons	Nb de PE en activité	Nbre de CE effectuées	Nbre total de personnes sensibilisées	Effectif moyen de personnes sensibilisées par prison	Fréquence de Sensibilisations au cours du mois par prison
Adamaoua	PC Ngaoundéré	1600	88	352	5208	1302	4
	PP Meiganga	245	19	56	281	95	3
	PP Tibati	207	9	9	113	113	1
Centre	PP Monatélé	364	29	58	1022	511	2
	PP Yaoundé	260	11	11	104	104	1
Est	PC Bertoua	961	51	66	1050	811	1
	PC Maroua	1800	101	246	4103	1685	2
Extrême-Nord	PP Kaélé	306	20	80	1049	262	4
	PP Kousseri	356	16	16	285	285	1
	PP Mokolo	550	19	34	550	550	1
Littoral	PP Yagoua	518	33	77	851	365	2
	PC Douala	3454	34	93	2304	2304	1
	PP Edéa	336	20	42	481	229	2
	PP Mbanga	220	13	13	237	237	1

Région	Prisons ciblées	Effectifs actualisés des détenus des prisons	Nb de PE en activité	Nbre de CE effectuées	Nbre total de personnes sensibilisées	Effectif moyen de personnes sensibilisées par prison	Fréquence de Sensibilisations au cours du mois par prison
Nord-Ouest	PC Bamenda	998	29	43	421	421	1
	PP Dschang	340	18	21	304	304	1
	TOTAL	12515	510	1217	18363	9578	
% moyen des personnes sensibilisées au cours du mois dans les 16 prisons						76,5%	
		Cible_2018 (63,0%)				Réalisation fin nov. 2018	
Nombre total de personnes sensibilisées à travers les CE		19238				9578	
Taux de réalisation vers la cible						49,8%	

Au total, 510 PE ont menés des causeries au sein des prisons au mois de novembre 2018. Ils ont réalisé 1217 causeries éducatives dans 16 prisons. En moyenne, 9 578 personnes ont été sensibilisées (76% de l'effectif des 16 prisons qui est de 12 515);

En ce qui concerne le niveau de progrès vers la cible de fin 2018, le taux de réalisation en fin novembre 49,8% (9 578/19 238).

III.1.3. Conseils et dépistages de masse dans les prisons

Parmi les prisons ayant planifié d'organiser les campagnes de causeries éducatives couplées aux dépistages de masse, 13 prisons localisées dans les régions de l'Adamaoua, de l'est, de l'Extrême Nord, du Littoral, du Nord et de l'Ouest ont organisé cette activité et transmis leurs données de dépistage à l'UCP. La prison de Mbanga a mené des dépistages de routine au cours du mois de novembre. Le tableau 4 ci-après présente les données de dépistage des prisons.

Tableau 4 : Répartition des personnes dépistées dans les prisons en novembre

Région	Prisons ciblées	# personnes dépistés	# cas dépistés positifs	Taux de séropositivité %	Nombre de personnes mise sous ARV au cours du mois	<file active>
Adamaoua	PC Ngaoundéré	1500	42	2,8	12	73
	PC Bertoua	673	18	2,7	18	
	PC Maroua	1322	24	1,8	4	71
	PP Kaélé	300	3	1,0	3	4
	PP Kousseri	403	1	0,2	1	9

Région	Prisons ciblées	# personnes dépistés	# cas dépistés positifs	Taux de séropositivité %	Nombre de personnes mise sous ARV au cours du mois	<file active>
Littoral	PP Mokolo	600	10	1,7	10	11
	PP Mora	316	2	0,6	2	5
	PP Yagoua	500	13	2,6	0	2
	PC Douala	1518	36	2,4	7	100
	PP Edéa	250	5	2,0	5	13
	PP Mbanga	24	0	0	0	
Nord	PC Garoua	2330	43	1,8	43	66
	PP Guider	615	10	1,6	10	10
Ouest	PP Dschang	301	2	0,7	0	8
Total		10652	209	2,0	115	372
Cible en fin 2018 (84,2%)		25712				
Progrès vers la cible		41,4%				

Dans l'ensemble, 10 652 personnes ont été dépistées dans les prisons. Le taux de séropositivité global est évalué à 2%. Les taux de séropositivité les plus élevés concernent les prisons de Ngaoundéré, Bertoua et New Bell.

III.2. Résultats sur les conseils et dépistages en direction des entreprises



Tableau 5 : Répartition des personnes dépistées et liens entre dépistage et prise en charge

N°	Nombre d'Entreprises dépistées	Nombre de Dépistés	Nombre testés VIH +	Nombre mis sous ARV	File active
1	ADC	224	5	1	ND
2	CAMRAIL	2293	50	40	321
3	CDC	1856	16	5	2805
4	CFC	297	7	7	ND
5	CNPS	11 318	442	ND	ND
6	CFK	182	2	02	24
7	CRTV	179	3	ND	ND
8	GPAC	32	1	1	43
9	GUINNESS	329	0	0	ND
10	HEVECAM	1493	106	ND	378
11	PAD	520	18	ND	50
12	PAK	276	5	5	ND
13	PHP	3865	15	15	292
14	PMUC	428	0	0	ND
15	RAZEL	352	8	ND	ND
16	SAFACAM	822	12	12	247
17	SEBC	108	1	1	ND
18	SEFAC	261	17	17	67
19	SIM	60	5	5	ND
20	SOCAPALM	97	17	17	317
21	SOCUCAM(NKOTENG)	517	33	33	95
22	SONARA	216	0	0	76
23	TGS	44	4	4	ND
24	VICWOOD	132	4	04	ND
	TOTAL	25901	763	125	4718

Le sous-projet a ciblé 44 entreprises de la phase 1 et une trentaine de nouvelles entreprises. Parmi les 44 entreprises, 06 ne sont plus fonctionnelles pour diverses raisons telles que la situation sécuritaire, les activités saisonnières, les changements de direction, la cessation d'activités, etc. Ce sont les entreprises PAMOL, CAFECO, SCIEB, SFID et PANAGIOTIS MARELIS. Parmi les 38 entreprises restantes, 08 entreprises n'ont toujours pas planifié leurs campagnes de dépistage (CNIC, CUF, ENEO, MAISCAM, STBK, SODECOTON, SEEF et STBK). Enfin les autres entreprises ont planifié leurs dépistages pour le mois de décembre (GRUMCAM, GPAC, PAD, PALLISCO, SEFAC, SEFECCAM).

Au cours du mois de novembre, l'UCP a reçu de 24 entreprises, les données des dépistages réalisés pendant le mois de novembre et les données des dépistages réalisés les mois précédents

qui sont arrivées en retard. La synthèse de ces données est contenue dans le tableau ci-dessus. 25 901 personnes ont été dépistées et 763 personnes se sont révélées séropositives (taux de séropositivité de 2.94%). 125 personnes sur ces 763 sont à ce jour sous ARV (16.4% inférieur au second 90% de la cascade de la prise en charge). Cela est dû à plusieurs raisons :

- L'indisponibilité des données de certaines entreprises (CNPS, HEVECAM, PAD) ;
- Le délai entre la connaissance de son statut sérologique, l'arrivée à l'UPEC et la décision de prendre les ARV (cela concerne les dépistages réalisés par les UM pour les entreprises CRTV CAMRAIL, CDC, et RAZEL) ;

Les données de la file active font état de 4718 personnes suivies au sein des structures de PEC, soit au sein des FOSA des entreprises qui sont UPEC ou CDARV, soit au sein des hôpitaux de proximité. Toutefois, les données ne sont pas complètes car toutes les données n'ont pas pu être disponibles à temps dans la période de rapportage.

III.3. Résultats sur les interventions en direction des camps de réfugiés

III.3.1. Causeries éducatives dans les camps de réfugiés

Au cours du mois de novembre 2018, les causeries éducatives ont été organisées dans les huit (08) camps des régions de l'Est et de l'Adamaoua. Le **tableau 6** présente les statistiques sur les réfugiés des camps sensibilisés à travers les causeries éducatives.

Tableau 6 : Réfugiés des camps sensibilisés à travers les causeries éducatives par sexe selon le camp de réfugié et la région

N°	Camps réfugiés concernés	Effectifs	Nombre de Pairs éducateurs	Nombre de CE réalisées	Nombre de personnes sensibilisées			
					H	F	E	Total
ADAMAOUA								
1	NGAM	7163	4	28	224	187	99	510
2	BORGOP	11727	6	131	518	1 118	300	1936
EST								
3	LOLO	12 841	6	154	2942	3086	2916	8944
4	MBILE	13127	5	62	382	449	964	1795
5	NGARISSINGO	1115	1	5	23	16	130	169
6	TIMANGOLO	6 300	4	100	463	502	795	1760
7	GADO BADZERE	24 539	11	440	3 000	4 709	4 044	11753
8	TIHOMO	5100	3	120	712	994	204	1910
	TOTAL	81 912	40	1040	8264	11061	9452	28777

Au total, 1040 causeries éducatives ont été réalisées dans les 08 camps de réfugiés. 28777 personnes ont été sensibilisées à travers les causeries éducatives ; soient 8264 hommes, 11061 femmes et 9452 enfants de moins de 18 ans. Ces données représentent une proportion de 35.13% (28777/81 912) de l'effectif de la population des 8 camps ayant sensibilisés à travers les causeries éducatives.

III.3.2. Conseils et dépistages de masse dans les camps de réfugiés



L'organisation des campagnes de conseils et dépistages de masse en faveur des réfugiés des camps est une activité planifiée dans les 09 camps des régions de l'Est ,de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord au cours du trimestre 4 de l'année 2018.

Le tableau 7 présente la répartition des réfugiés dépistés dans 04 camps des régions de l'Est, de l'Adamaoua et de l'Extrême Nord au cours du mois de novembre. Au total, 7008 réfugiés ont été conseillés et dépistés au VIH au cours des campagnes organisées. Parmi eux, on dénombre 2395 hommes et 4613 femmes ayant pris part au CDV. Le taux de séropositivité est de 0,51% pour les réfugiés dépistés. Ce taux est plus élevé chez les hommes réfugiés que chez leurs homologues de sexe féminin (respectivement de 0,29% contre 0,63%).

Tableau 7 : Répartition des personnes dépistées dans les camps par sexe selon la région et le camp

Region	Camp	Hommes dépistés	Hommes positifs	Femmes dépistées	Femmes positives	Total dépistés	Total positifs
Est	Garisingo	161	1	199	2	360	3
	Gado Badzere	552	2	1398	10	1950	12
Extrême- Nord Adamaoua	Minawao	881	1	1813	10	2694	11
	Borgop	801	3	1203	7	2004	10
	TOTAL	2395	7	4613	29	7008	36
	Taux de séropositivité		0,29%		0,63%		0,51%

Dans la région de l'Est, deux camps ont réalisé les campagnes de conseil - dépistage de masse au cours de la période à savoir Garisingo et Gado Badzéré. Dans le camp de Garisingo, 360 réfugiés ont été dépistés (161 hommes et 199 femmes) et trois ont été testés positifs. Au camp de Gado Badzéré, 552 hommes et 1398 femmes ont été dépistés, soit un total de 1950 réfugiés dont 12 ont été testés positifs.

Dans l'Adamaoua, la campagne dans le camp de Borgop a permis de dépister 2004 réfugiés (801 hommes et 1203 femmes) avec 10 réfugiés testés positifs. Quant au camp de Minawao à l'Extrême-Nord, 2694 réfugiés ont fait l'objet d'un dépistage, soit 881 hommes et 1813 femmes. 11 réfugiés ont été testés positifs.

Les données collectées en direction de ces camps ont également permis de faire une répartition des réfugiés testés par groupe d'âges, comme présenté dans le tableau 8.

Il ressort que le groupe des adolescents 15-19 ans et des jeunes 20-24 ans ont été le plus dépistés (1116 et 1008 respectivement) dans les camps de réfugiés lors des campagnes de dépistage de masse. Ensuite, viennent les personnes de troisième âge (50 ans et plus) testés au nombre de 937. Elles sont directement suivies des adultes de 30-34 ans et les enfants de 10-14 ans. Enfin, les moins de 9 ans représentent le groupe d'âges le moins représenté au test pour le VIH (18).

Tableau 8 : Répartition des réfugiés dépistés au VIH par groupe d'âge selon la région et le camp de réfugiés

Region	Camp	0-9 ans	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-plus	Total
Est	Garisingo	0	128	61	37	37	24	13	19	7	34	360
	Gado	0	24	268	372	214	272	165	204	111	320	1950
	Badzere											
Extrême-Nord	Minawa	18	331	554	316	249	299	209	213	119	386	2694
Adamaoua	Borgop	0	343	233	283	219	246	168	159	156	197	2004
TOTAL des dépistés		18	826	1116	1008	719	841	555	595	393	937	7008
Réfugiés Testés VIH +												
Est	Garisingo	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	3
	Gado	0	0	2	3	1	5	0	1	0	0	12
	Minawa	0	1	0	0	1	1	1	2	2	3	11
Extrême-Nord												
Adamaoua	Borgop	0	0	1	2	0	1	1	0	3	2	10
TOTAL des séropositifs		0	2	3	7	2	7	2	3	5	5	36

Parmi les réfugiés, les personnes de la tranche d'âge 20-24 ans et 30-34 ans sont les plus vulnérables.

III.4. Résultats sur les interventions en direction des structures d'encadrement des PSH

Les causeries éducatives couplées au dépistage du VIH ont été planifiées et réalisées sur 07 sites en novembre 2018.

III.4.1. Sensibilisation à travers les causeries éducatives et les dépistages de masse en faveur des PSH

La cible à atteindre au sein des PSH était de 290 PSH pour le second semestre de 2018 (tableau 9). A la fin du mois de novembre 259 PSH ont été testées (89% de taux d'accomplissement). Le taux de séropositivité était de 4%.

Tableau 9 : Répartition des PSH dépistées par sexe selon le Centre Social

Sites de dépistage	Hommes dépistés	Hommes positifs	Femmes dépistées	Femmes positives	Total dépistés	Total positifs
Centre Social Messa	17	0	26	2	43	2

Centre Social Efulan	22	0	11	3	33	3
Centre Social Etoug Ebe	18	0	9	0	27	0
Briqueterie	6	0	11	0	17	0
Centre Social Rue ceper	28	0	16	2	44	2
Centre Social Essos	16	0	32	1	48	1
Centre Social Nkolbisson	19	2	28	1	47	3
TOTAL	126	2	133	9	259	11

Sur les 259 personnes testées (126 hommes et 133 femmes), 11 personnes se sont révélées séropositives (02 hommes et 09 femmes). Parmi les 11 personnes séropositives, 02 étaient déjà sous ARV, les 09 autres ont été référées vers les UPEC de proximité. La vulnérabilité des femmes vis-à-vis du VIH se confirme même chez les PSH.

IV. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE ET SOLUTIONS PRECAUNISEES

Au cours de la période de rapportage, l'UCP du GFBC a été confrontée à quelques difficultés qu'il convient de relever.

Le tableau suivant récapitule les contraintes opérationnelles qui ont perturbé le déroulement des activités planifiées et les approches de solutions qui ont été expérimentées.

Tableau 10 : Récapitulatif des principales difficultés et solutions proposées

Sites ciblés par le sous-projet	Principales difficultés	Solutions expérimentées
Prisons	Retards dans la transmission des données mensuelles (version électronique, en copies avancées)	L'UCP a été obligée de faire une collecte active des données de novembre 2018, pour essayer de raccourcir les délais de remontée des données
	Remplissage incorrect de certaines fiches de collecte des données et certaines données transmises incomplètes	Les prisons dans lesquelles des carences de remplissage des fiches ont été relevées, ont reçu des feedbacks de l'UCP et ces sites restent prioritaires lors de la programmation des prochaines missions de supervision
	Certaines données transmises ne sont pas conformes aux canevas approuvés des formulaires de collecte des données	L'UCP a rappelé aux PF des prisons concernées de bien vouloir se conformer aux canevas approuvés des formulaires produits par le sous-projet
	Certaines prisons ne disposent pas encore de	Des sessions de formation des PE

Sites ciblés par le sous-projet	Principales difficultés	Solutions expérimentées
	PF désignés et par conséquent les PE n'y sont pas formés.	sont prévues en décembre 2018, pour résorber les besoins en PE formés dans lesdites prisons Les responsables des FOSA de ces prisons seront désignés de facto comme PF
Entreprises	Difficulté de mise en œuvre des CE et des dépistages du fait de l'absence de plateforme de concertation et de suivi réunissant les PF des entreprises enrôlées et l'UCP, à l'instar des dispositions de la phase1	Explorer la possibilité de dégager des économies dans le budget pour les réallouer à l'organisation de 02 réunions semestrielles de coordination et de suivi des activités dans les entreprises
	Les canevas actuels de reporting des données des entreprises sont ceux de la phase 1 (2016/2017) et les délais de transmission des données ne sont pas respectés	Mettre à la disposition des PF des entreprises, les nouveaux outils de collecte des données intégrant la prévention sur les 03 pathologies (VIH/TB/Paludisme) et les registres des PE en entreprises et recycler les PE à l'utilisation des nouveaux outils
	Faible appropriation par les PF des entreprises, des procédures d'accès aux services des UMD des GTR/CNLS	Mettre en place un cadre de concertation et de suivi des activités dans les entreprises
	La facturation systématique des prestations de services de certaines UMD des GTR	Renforcement de la collaboration avec les hôpitaux de district à proximité des entreprises
	L'indisponibilité des intrants au mois de novembre	
	L'indisponibilité des préservatifs au mois de novembre 2018	Faire le suivi de la requête du GFBC auprès du GTC pour la dotation de préservatifs
Camps des réfugiés	L'indisponibilité des intrants dans la région de l'EN au mois de novembre	
	L'insuffisance des personnels dans les CSI	
	Les couts élevés des déplacements des UMD	Renforcement de la collaboration avec les DS abritant les camps de réfugiés
	L'indisponibilité des préservatifs	
Personnes en situation de handicap	Les difficultés d'accès physique aux services de dépistage des PSH ayant un handicap moteur	Mieux collaborer avec les chefs de centres sociaux pour identifier des lieux de dépistage facilement accessibles.
	La difficulté de réaliser des CE en direction des PSH ayant un handicap visuel ou auditif.	Concevoir des outils de sensibilisation adaptés aux PSH.

Sites ciblés par le sous-projet	Principales difficultés	Solutions expérimentées
	L'absence dans les fiches de collecte de l'UMD d'une mention spécifique permettant d'identifier les PSH	Intégrer dans les fiches d'enregistrement une modalité permettant de faire la distinction entre les PSH et les autres personnes participant aux dépistages.

V. PROCHAINES ETAPES ENVISAGEES

Pour les prochaines étapes (voir chronogramme prévisionnel des activités du T4 en annexe), les activités suivantes sont prévues pour décembre 2018 :

- (1) Finalisation des 02 dernières campagnes de dépistage de masse en décembre 2018 ;
- (2) Evaluation des formations et des dépistages en direction des PSH avec l'implication du DDAS de Mfoundi et des chefs des centres sociaux concernés ;
- (3) Poursuite de la mise en œuvre des dépistages de masse couplées aux causeries éducatives prévus en décembre 2018 sur les sites des entreprises ;
- (4) Poursuite de la réflexion sur le plaidoyer sur les stratégies innovantes recourant aux TIC en faveur de la prévention du VIH/TB/paludisme et la communication pour le changement des comportements ;
- (5) Identification des PF des nouvelles entreprises et planification des activités à partir de 2019 ;
- (6) L'acquisition et l'amorce de la distribution des manuels du PE et des registres du PE, sur les différents sites des entreprises ;
- (7) Réalisation des 02 dernières formations des PE des prisons de Nkongsamba ; Nanga-Eboko ;
- (8) Poursuite de la réalisation des sensibilisations couplées aux dépistages de masse dans les prisons ;
- (9) Poursuite de la réalisation des sensibilisations couplées aux dépistages de masse dans les réfugiés ;
- (10) Production du rapport mensuel de décembre 2018 et du rapport annuel de 2018 ;

VI. ANNEXES

Annexe 1 : Chronogramme d'activités pour le 4^{ème} trimestre 2018

CODE	ACTIVITES PLANIFIEES	OCTOBRE 2018				NOVEMBRE 2018					DECEMBRE2018			
		S4 0	S4 1	S4 2	S4 3	S4 4	S45	S4 6	S4 7	S4 8	S4 9	S5 0	S5 1	S5 2
65	Former/recycler in situ 2115 pairs éducateurs détenus et personnels pénitentiaires au sein des prisons tous les 02 ans (thématique VIH, TB, CCC)			Prisons, 15-20/10/18	prisons, 22-34/10/18									
66	Effectuer des missions de supervisions semestrielles de suivi des activités de lutte contre le VIH en direction des autres populations vulnérables (prisons, réfugiés). 10 superviseurs pendant 06 jours	Batouri, 8-10/10/18	Garoua, 11-13/10/18											
68	Payer les frais de communication mensuelle des 77 points focaux des prisons													
70	Former/Recycler les formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés (identifier les encadreurs et animateurs sensibilisateurs motivés et parlant les langues locales des réfugiés pour les	Bertoua, 4-6/10/18	Maroua, 10-15/10/18											

CODE	ACTIVITES PLANIFIEES	OCTOBRE 2018				NOVEMBRE 2018				DECEMBRE2018				
		S4 0	S4 1	S4 2	S4 3	S4 4	S45	S4 6	S4 7	S4 8	S4 9	S5 0	S5 1	S5 2
	former comme formateurs attirés de pairs éducateurs des réfugiés). 24 participants pendant 03 jours plus 01 jour de delai de route.													
71	Former/recycler les pairs éducateurs des réfugiés sur la prévention du VIH et les techniques de communication (notamment par l'usage des langues locales des réfugiés). 100 participants, 08 formateurs, 04 chauffeurs et 04 agents logistiques en 04 sessions de 02 jours chacune.		Mokolo, 16-17/10/18											
72	Produire et mettre à disposition des agents de collecte des données des sites des réfugiés, 8000 formulaires de collecte de données et de rapportage en 2018 et 8000 en 2019													
73	Doter 60 points focaux des sites des réfugiés des crédits de communication pour faciliter la coordination de la remontée des données des sites vers le niveau central													

CODE	ACTIVITES PLANIFIEES	OCTOBRE 2018				NOVEMBRE 2018				DECEMBRE2018				
		S4 0	S4 1	S4 2	S4 3	S4 4	S45	S4 6	S4 7	S4 8	S4 9	S5 0	S5 1	S5 2
205	Assurer le fonctionnement des SR du PR Gouvernemental (salaires et charges sociales, assurance maladie, crédit de communication, fournitures de bureau, consommables informatiques, carburant, eau, électricité, entretien bâtiments et divers, loyer, etc...)													
218	Elaborer et produire 1000 exemplaires du guide d'intégration de la TB/VIH/Palu dans les programmes/démarches RSE des entreprises													
225	Tenir 3 rencontres de plaidoyer (1 jour ; 20 personnes) à Douala à l'attention du secteur de la télécommunication pour le développement des conventions de PPP sur des stratégies innovantes de communication en faveur de TB/VIH/Palu ciblées sur les TIC (SMS, internet, réseaux sociaux) pour les services de prévention (CCC) et				Ydé, 26/10/18	Dla, 2/11/18		Dla, 20/11/18						

CODE	ACTIVITES PLANIFIEES	OCTOBRE 2018				NOVEMBRE 2018				DECEMBRE2018				
		S4 0	S4 1	S4 2	S4 3	S4 4	S45	S4 6	S4 7	S4 8	S4 9	S5 0	S5 1	S5 2
	de PEC (suivi des patients, des perdus de vue, etc.). 02 facilitateurs, 01 agent logistique et 01 chauffeur.													
233	Produire 500 boîtes à images pour la sensibilisation et la promotion de dépistages VIH dans les pôles économiques ciblés (publication de l'AON)													
236	Elaborer, produire 13200 affiches (format A2) de sensibilisation sur la TB/VIH/Paludisme destinés aux entreprises des pôles économiques ciblés (publication de l'AON)													
255	Organiser des séances de causeries éducatives et des campagnes de dépistage en collaboration avec les UM dans les centres de regroupement des personnes vivant avec le handicap ciblés. 1450 personnes touchées.													

CODE	ACTIVITES PLANIFIEES	OCTOBRE 2018				NOVEMBRE 2018					DECEMBRE2018			
		S4 0	S4 1	S4 2	S4 3	S4 4	S45	S4 6	S4 7	S4 8	S4 9	S5 0	S5 1	S5 2
238	Organiser 3320 séances (40 personnes par séance) de causeries éducatives et de promotion du dépistage VIH/TB au profit des travailleurs des pôles économies ciblés													
266	Organiser des campagnes semestrielles de dépistage de masse TB et VIH dans les 77 grandes prisons avant la mise en place du paquet d'activités continue de prévention et de prise en charge du VIH et TB. 150 détenues en moyenne par prison pendant 01 jour													

Annexe 2 : Plan de distribution des 500 boîtes à images

Région	Entreprises ciblées	Siège de l'entreprise	Nombre de BAI distribuée	Version de la BAI distribuée
Adamaoua	MAISCAM	Ngaoundéré	5	Française
Centre	ADC	Yaoundé	10	Française
Centre	ARAB CONTRACTORS CAMEROUN LTD	Yaoundé	5	Française
Centre	CAMEROON RADIO TELEVISION	Yaoundé	10	Française
Centre	CAMTEL	Yaoundé	5	Française
Centre	CNPS	Yaoundé	10	Française
Centre	EDC	Yaoundé	6	Française
Centre	NEXTTEL	Yaoundé	5	Française
Centre	RAZEL	Yaoundé	10	Française
Centre	SIM	Yaoundé	12	Française
Centre	SOFAVINC	Yaoundé	5	Française
Centre	SOSUCAM	Mbandjock	20	Française
Est	CFC	Yokadouma	5	Française
Est	PALLISCO	MINDOYOUROU	10	Française
Est	SEFAC	Libongo	5	Française
Est	SEBC	Lokomo	5	Française
Est	SFID	Mbang	5	Française
Est	STBK	Batouri	5	Française
Est	TGS	Bertoua	5	Française
Extrême-Nord	SEMRV	Yagoua	5	Française
Littoral	AFRICA SECURITY	Douala	5	Française
Littoral	ALPICAM	Douala	5	Française
Littoral	ALUBASSA	Douala	2	Française
Littoral	ALUCAM	Edéa	5	Française
Littoral	AZUR	Douala	5	Française
Littoral	BOLLORE LOGISTIC	Douala	5	Française
Littoral	CAMGAZ	Douala	5	Française
Littoral	CAMLAIT	Douala	5	Française
Littoral	CAMRAIL S.A.	Douala	10	Française
Littoral	CAMWATER	Douala	5	Française
Littoral	CHOCOCAM	Douala	5	Française
Littoral	CIE D OPERATIONS PETROLIERES SCHLUMBERGER	Douala	5	Française
Littoral	CIMENCAM	Douala	5	Française
Littoral	CNIC	Douala	5	Française
Littoral	CTE	Douala	10	Française
Littoral	CUF	Douala	10	Française
Littoral	DANGOTE CEMENT	Douala	5	Française
Littoral	ENEO Cameroun	Douala	5	Française

Littoral	FERME SUISSE	Edéa	5	Française
Littoral	FERMENCAM	Douala	5	Française
Littoral	G4S SERVICES	Douala	5	Française
Littoral	GPAC	Douala	8	Française
Littoral	GRUMCAM	Douala	5	Française
Littoral	GUINNESS Cameroon	Douala	5	Française
Littoral	HYSACAM	Douala	25	Française
Littoral	MTN CAMEROUN	Douala	5	Française
Littoral	NESTLE CAMEROUN	Douala	5	Française
Littoral	ORANGE	Douala	5	Française
Littoral	PAD	Douala	5	Française
Littoral	PHP	Njombé-Penja	5	Française
Littoral	PLASTICAM	Douala	2	Française
Littoral	PMUC	Douala	10	Française
Littoral	SABC	Douala	5	Française
Littoral	SAFACAM	Douala	5	Française
Littoral	SAFCA	Douala	2	Française
Littoral	SCDP	Douala	2	Française
Littoral	SEEF	DOUALA ET EST	5	Française
Littoral	SEFAC	Douala	5	Française
Littoral	SEFECAM	Douala	5	Française
Littoral	SICCACAO	Douala	2	Française
Littoral	SOCAPALM	Nkapa, Tilo	15	Française
Littoral	SOCIETE D'EXPLOITATION DES PARCS A BOIS DU CAMEROUN	Douala	2	Française
Littoral	UNION CAMEROUNAISE DES BRASSERIES	Douala	2	Française
Littoral	VICWOOD Thanry	Douala	10	Française
Nord	SODECOTON	Garoua	15	Française
Sud	CFK	Océan	5	Française
Sud	HEVECAM	Niété	5	Française
Sud	PAK	Kribi	5	Française
Sud	SCIEB	Bidou et Ma'an	5	Française
Sud-Ouest	CDC	Bota, Limbé	40	Anglaise
Sud-Ouest	CNIC	Limbé	5	Française
Sud-Ouest	CNIC	Limbé	5	Anglaise
Sud-Ouest	SONARA	Limbé	5	Française
Sud-Ouest	SONARA	Limbé	5	Anglaise
TOTAL	71	74	500	

Annexe 3 : Plan de distribution des 13200 boîtes à images

Région	Entreprises ciblées	Siège de l'entreprise	Nbre total d'Affiches par Entreprises	Version de l'Affiche à distribuer
Adamaoua	MAISCAM	Ngaoundéré	119	Française
Centre	ADC	Yaoundé	173	Française
Centre	ARAB CONTRACTORS CAMEROUN LTD	Yaoundé	59	Française
Centre	CAMEROON RADIO TELEVISION	Yaoundé	342	Française
Centre	CAMTEL	Yaoundé	272	Française
Centre	CNPS	Yaoundé	300	Française
Centre	EDC	Yaoundé	142	Française
Centre	NEXTTEL	Yaoundé	65	Française
Centre	RAZEL	Yaoundé	149	Française
Centre	SIM	Yaoundé	112	Française
Centre	SOFAVINC	Yaoundé	34	Française
Centre	SOSUCAM	Mbandjock	670	Française
Est	CFC	Yokadouma	33	Française
Est	PALLISCO	MINDOUROU	100	Française
Est	SEFAC	Libongo	100	Française
Est	SEBC	Lokomo	50	Française
Est	SFID	Mbang	111	Française
Est	STBK	Batouri	50	Française
Est	TGS	Bertoua	16	Française
Extrême-Nord	SEMRY	Yagoua	116	Française
Littoral	AFRICA SECURITY	Douala	147	Française
Littoral	ALPICAM	Douala	167	Française
Littoral	ALUBASSA	Douala	20	Française
Littoral	ALUCAM	Edéa	65	Française
Littoral	AZUR	Douala	56	Française
Littoral	BOLLORE LOGISTIC	Douala	138	Française
Littoral	CAMGAZ	Douala	33	Française
Littoral	CAMLAIT	Douala	54	Française
Littoral	CAMRAIL S.A.	Douala	228	Française
Littoral	CAMWATER	Douala	20	Française
Littoral	CHOCOCAM	Douala	50	Française
Littoral	CIE D OPERATIONS PETROLIERES SCHLUMBERGER	Douala	43	Française
Littoral	CIMENCAM	Douala	84	Française
Littoral	CNIC	Douala	90	Française
Littoral	CTE	Douala	326	Française
Littoral	CUF	Douala	54	Française
Littoral	DANGOTE CEMENT	Douala	65	Française
Littoral	ENEO Cameroun	Douala	586	Française
Littoral	FERME SUISSE	Edéa	87	Française
Littoral	FERMENCAM	Douala	28	Française
Littoral	G4S SERVICES	Douala	437	Française
Littoral	GPAC	Douala	338	Française
Littoral	GRUMCAM	Douala	50	Française

Littoral	GUINNESS Cameroon	Douala	50	Française
Littoral	HYSACAM	Douala	337	Française
Littoral	MTN CAMEROUN	Douala	100	Française
Littoral	NESTLE CAMEROUN	Douala	50	Française
Littoral	ORANGE	Douala	100	Française
Littoral	PAD	Douala	152	Française
Littoral	PHP	Njombé-Penja	157	Française
Littoral	PLASTICAM	Douala	21	Française
Littoral	PMUC	Douala	222	Française
Littoral	SABC	Douala	236	Française
Littoral	SAFACAM	Douala	219	Française
Littoral	SAFCA	Douala	22	Française
Littoral	SCDP	Douala	31	Française
Littoral	SEEF	DOUALA ET EST	50	Française
Littoral	SEFAC	Douala	76	Française
Littoral	SEFECAM	Douala	50	Française
Littoral	SICCACAO	Douala	43	Française
Littoral	SOCAPALM	Nkapa, Tilo	323	Française
Littoral	SOCIETE D'EXPLOITATION DES PARCS A BOIS DU CAMEROUN	Douala	38	Française
Littoral	UNION CAMEROUNAISE DES BRASSERIES	Douala	50	Française
Littoral	VICWOOD Thanry	Douala	180	Française
Nord	SODECOTON	Garoua	438	Française
Sud	CFK	Océan	200	Française
Sud	HEVECAM	Niété	534	Française
Sud	PAK	Kribi	50	Française
Sud	SCIEB	Bidou et Ma'an	50	Française
Sud-Ouest	CDC	Bota, Limbé	3000	Anglaise
Sud-Ouest	CNIC	Limbé	36	Française
Sud-Ouest	CNIC	Limbé	36	Anglaise
Sud-Ouest	SONARA	Limbé	85	Française
Sud-Ouest	SONARA	Limbé	85	Anglaise
TOTAL	71	74	13200	